



Paraît le  
Mardi  
Jeudi  
Samedi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Accalmie avant la tempête

# A grève trahie, 1<sup>er</sup> Mai tricolore !



Accalmie ? Sans doute. Toute la presse, sans vouloir oublier « l'Humanité », qui fut un journal de classe, ni « le Popu », qui reste ce qu'il a toujours été, s'accordent à reconnaître au premier Mai prochain un caractère de calme et d'ordre public.

La Commémoration des Communards abattus sous les balles des Versaillais donnera lieu à une manifestation à laquelle ses organisateurs s'efforceront de donner le même caractère.

Et la première semaine de mai sera une semaine de propagande pour l'Espagne « républicaine », car il faut pourvoir les combattants espagnols de peignes, de savon et de brosse !

Sans doute nous dit-on que le premier Mai, en province, par des meetings et défilés et, à Paris, par une manifestation de la Bastille au bois de Vincennes, les « travailleurs affirmeront leur volonté d'unité pour le droit à la vie, la sauvegarde de la paix et des libertés menacées » !

Venant après le savant torpillage des derniers mouvements prolétariens, la recrudescence d'attaques et de hurlements contre « la bête trotskyste », la crise ouverte dans la Fédération S.F.I.O. de la Seine, quel travailleur ne comprendra que le vide apparent de ces déclamations cache en réalité une politique contre-révolutionnaire qui dépasse en étendue le sabotage des grèves ?

Cette politique, nous la percevons dans la confiance que fait le grand patronat au nouveau gouvernement, dans la série des décrets-lois que ce même gouvernement va édicter et qu'il léstera des mesures élaborées, proposées et adoptées par le Front populaire et ses dirigeants.

Sur le plan des relations extérieures de la bourgeoisie française, nous la discernons dans le voyage à Londres du couple Daladier-Bonnet.

A l'ordre du jour de leurs entretiens avec le gouvernement britannique figurent des questions à l'issue donnée comme incertaine : la Tchécoslovaquie et les rapports ultérieurs avec Hitler.

Figurent aussi des questions dont l'issue est donnée comme certaine : Le rapprochement effectif des dirigeants anglais, français et italiens, et surtout la création d'un « pool » d'armements franco-anglais, et d'un vaste entrepôt de ressources de guerre au Canada. Le « Front commun » des bourgeoisies franco-anglaise envisagerait aux Etats-Unis, où seize chefs de banques ou d'industries apportent à Roosevelt le té-

moignage écrit de leur volonté de « collaboration loyale », l'achat massif de matériel d'aviation de guerre.

France, Angleterre, Etats-Unis ! Ces trois puissances dont les accords momentanés ne cachent pas les visées particulières, jettent au creuset de la course aux armements le budget énorme de deux cents milliards de francs !

\*\*

Sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, que peut signifier pour le travailleur de ce pays une telle politique sinon une accentuation de la misère, une menace plus proche de la dictature et de la guerre ?

Manifestez à Vincennes et en province contre la misère, la dictature et la guerre, mais n'oubliez pas que c'est par l'action de classe, menée opiniâtrement et quotidiennement sur le lieu même de l'exploitation, à l'usine et au village, que vous lutterez effectivement contre elles.

La monstrueuse politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie française s'établit sur une économie anémiée, sur d'insurmontables difficultés financières et des contradictions économiques sans issue.

Devant un prolétariat maintes fois trahi, mais aux forces inentamées dont l'expérience politique mûrit.

La bourgeoisie obtient une accalmie. La tempête est derrière !

## Quatre mois de prison Mille francs d'amende !

Mercredi 26 avril, notre Camarade R. Molinier était jugé par la 14<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, comme gérant de « la Commune », pour provocations à la violence, sur opposition à un jugement par défaut à huit mois de prison.

Il s'agissait d'articles préconisant l'armement du prolétariat et les milices ouvrières contre les bandes fascistes des La Rocque et Doriot.

La presse était présente car, à la suite, le tribunal allait juger de l'affaire de trafics d'armes du boulevard Sébastopol. Mais aucun journal n'a signalé ni le procès, ni la déclaration lue à l'audience par notre Camarade Molinier (que nous publions par ailleurs), ni la condamnation infligée par le tribunal :

**QUATRE MOIS DE PRISON !**

**1.000 FRANCS D'AMENDE,**

c'est-à-dire une somme de l'ordre de 16 à 17.000 francs à payer !

D'autres gérants de « la Commune » restent poursuivis. La répression s'abat sans bruit, mais vigoureusement sur l'avant-garde révolutionnaire. Plus que jamais est nécessaire que soit formé un véritable secours rouge international, qui ne soit pas comme les organismes existants (S.I.A. et S.I.S.L.) l'appendice de tel ou tel groupement.

D'autre part, la répression frappe également des camarades immigrés. Des mesures s'imposent pour leur soutien. Devant la situation existante de dispersion des résistances à la répression, le P.C.I. a envisagé, sans créer d'organisations nouvelles, des mesures pour assurer la solidarité indispensable. Nous les exposerons prochainement à nos lecteurs.

Chaque coup de la répression capitaliste sera, nous en sommes persuadés, un stimulant pour qu'ils renforcent leurs liens avec notre organisation et notre journal.

L'Assemblée d'actif  
de la région parisienne est ajournée  
(Voir page 3)

## Les travailleurs indigènes contre leur « mère-patrie »

L'ORDRE règne en Tunisie !

Pour la quatrième fois depuis trois ans, le sang a coulé en Tunisie et l'assassinat s'accompagne de mesures répressives d'une exceptionnelle rigueur. Le Néo-Destour est dissous ; Tunis, Sousse, Bizerte, les principales villes de la Régence sont à l'état de siège, les arrestations se poursuivent à une allure record et la Cour martiale siège en permanence.

Le bilan des récents événements peut s'évaluer à trente morts et à des centaines de blessés. Or, les blessés du service d'ordre sont en nombre très minime et, parmi eux, pas un seul qui ait été atteint par une balle. Du côté des manifestants, il en est tout autrement, à en juger par la nature et la gravité des blessures.

Il importe que les travailleurs français aient de ces événements une notion exacte. Ce n'est pas certes la presse de ce pays

qui pourrait leur donner. Les journaux de droite mettent complaisamment la responsabilité des événements précités sur le compte des communistes staliniens ! Par contre, selon la presse « Front populaire », l'agitation nord-africaine est le fait du fascisme international, elle est organisée et financée par les services de propagande de Rome et de Berlin. « L'Humanité » a écrit : « la preuve est faite que le Parti du Peuple algérien est contrôlé par Doriot »... mais, le jour même, le journal doriotiste attribue la responsabilité des événements à Maurice Thorez.

La vérité est que les colonies sont toujours l'enjeu des impérialismes. En l'occurrence, de par sa position ethnique et géographique, l'Afrique du Nord est un morceau de choix, particulièrement visé dans l'éventualité d'un conflit en Méditerranée.

(Suite page 4.)

## Le sort de la Tchécoslovaquie

**H** EINLEN, *fürher des Sudètes*, vient de prononcer un discours au cours duquel il fit connaître en onze points ses revendications. Cette intervention oratoire ramène la Tchécoslovaquie au centre des préoccupations. Halifax vient, en effet, de recevoir Mazarick, et les discussions Chamberlain-Daladier porteront encore plus sur l'Europe Centrale que sur la Méditerranée.

\*\*

En fait, Heinlen, exécutant les instructions d'Hitler, a posé des conditions de « paix » telles que leur acceptation par Benès signifierait la fin du petit Etat impérialiste dont Prague est la capitale. Autonomie complète ou presque, modification du système d'alliance extérieure, etc., etc., bref un véritable ultimatum : accepter de rentrer dans le jeu de la Grande Allemagne sur le plan économique, politique et social, ou accepter la lutte de l'intérieur et de l'extérieur.

\*\*

Evidemment, Benès, malgré ses fanfaronnades, doit être fort troublé.

Il n'ignore pas que « son pays » n'est qu'une mosaïque de peuples favorisant non seulement les projets d'Heinlen, mais aussi les visées de ses autres voisins : hongrois, roumains, polonais ; il n'ignore pas que Varsovie, Budapesth et Bucarest sont plus ou moins d'accord avec Berlin pour favoriser un démembrement de la construction fragile bâtie à Versailles sous le nom de Tchécoslovaquie et cimentée par les soins des banques anglo-françaises parmi lesquelles la Banque de l'Union Parisienne vient au premier rang. Allemands, Sudètes d'un côté, Hongrois et Slovaques de l'autre, infériorité militaire aggravée depuis l'Anschluss, rien ne permet à Benès de résister.

Le problème se ramène à ceci : la France et l'U.R.S.S. vont-elles intervenir ; comme l'U.R.S.S. ne se trouve liée qu'en cas d'intervention française tout se résume en cette question : l'impérialisme français vait-il ou non laisser faire.

Sur cette question il est impossible de se prononcer encore ; tout dépend de l'attitude que prendra Chamberlain, lequel semble décidé à abandonner la Tchécoslovaquie à l'inévitable — et l'U.R.S.S. à de graves événements intérieurs peut-être prochains.

Evidemment, la discussion sera chaude à Londres où de forts courants sont pour la résistance. L'impérialisme français se sent glisser à l'abîme, la déclaration d'amour de Franco à Hitler arrive juste à propos pour ramener l'attention sur la troisième frontière tandis qu'il apparaît nettement qu'il faudrait que la France et l'Angleterre paient très cher Mussolini pour le détacher de l'Allemagne.

\*\*

La fragile et précaire paix impérialiste va se trouver mise à l'épreuve ces prochains mois. Les chefs stalinien et réformistes vont joindre leurs clameurs à celles des « jacobins » contre les appels à la capitulation de certains clans bourgeois soutenus par de tristes personnages tels Doriot et Bailby dont les « interventions » sont certainement intéressées.

Face à tous, nous répétons : pour la paix et la défaite du fascisme, vive la révolution, vive la fraternisation des exploités contre leurs exploités : Schneider ou Krupp, Rotschild ou Morgan. A bas le nationalisme bourgeois, vive l'Internationale prolétarienne, seul objectif pour assurer NOTRE victoire !

### EVACUATION PAR LA POLICE

Dans un petit coin perdu, « l'Humanité », « le Populaire » et « le Peuple » ont dissimulé les évacuations opérées par la police des entreprises Ferrand-Renaud, Damoy, qui étaient occupées depuis de longs mois par les grévistes.

Un patronat de combat, désireux de laisser ses exploités crever de faim plutôt que de leur accorder satisfaction à la moindre revendication.

Depuis des mois, les grévistes résistaient, à peine soutenus matériellement par les organisations syndicales. Leur lutte était complètement laissée à l'abandon. La presse dite ouvrière se gardait de dénoncer hautement le scandale. Les ministères ont été remplis de socialistes. La grève continuait.

Et Daladier est venu. Les dirigeants syndicaux et stalinien ont tout de suite capitulé, ils ont dit aux métallos : rentrez. Pour les gars de l'alimentation, ce fut aussi un rude coup. Quand la police se présenta, ils évacuèrent sans résistance.

Trahis, les exploités de l'alimentation comme leurs camarades des métaux. Trahis par les dirigeants à plat ventre devant la bourgeoisie et la police républicaine.

La lutte continue. Il faut la mener aussi contre ceux qui ont trahi. Il faut les chasser des directions syndicales. Il faut se grouper entre militants révolutionnaires pour expliquer à leurs camarades la situation et les moyens de la surmonter.

### DANS LES ASSURANCES

Nous avons déjà parlé des provocations patronales au moment de la discussion de la convention collective. Les employés des assurances ont manifesté. Mais le patronat des assurances, qui paie aussi bien les partis de droite que les partis de gauche, continue à être arrogant.

Le Syndicat des employés, organise, avec le concours de Jouhaux, un meeting où sera posée la question de la nationalisation des assurances.

La revendication est excellente. Il est scandaleux que des milliards aillent chaque année grossir les caisses d'une minorité d'algéfiens.



Mais comment y parvenir ? Les phrases, Jouhaux nous en fera, c'est son métier depuis des années. Mais les phrases les plus sonores ne provoqueront pas l'écroulement des compagnies d'assurances. Le problème qui se pose là dépasse largement le cadre de la corporation des employés d'assurance. C'est toute la lutte contre le régime qui est posé. Or, on ne peut être à la fois assiégé et assiégé.

Les employés des assurances n'ont pas à compter sur Jouhaux et Capocci pour mener la lutte contre un régime dont ils sont des soutiens et des bénéficiaires. Les employés d'assurance syndiqués — qui ont à lutter contre de forts groupements fascistes — savent que les moyens réformistes sont sans autre efficacité que de favoriser l'ennemi de classe.

Nationalisation des assurances, c'est par la lutte révolutionnaire qu'elle s'obtiendra ; c'est en se joignant aux militants révolutionnaires des autres corporations que les employés d'assurances voulant expropriés leurs exploités organiseront effectivement leur lutte dans ce sens.

**L**A première lettre ouverte que nous avons adressée à la Fédération de la Seine a été, par ses militants, très favorablement accueillie. Dans l'ensemble ceux-ci se rendent compte que *c'en est fini avec la S.F.I.O.* Maintenant se pose le problème de l'action autonome de la Fédération Socialiste de la Seine, d'un regroupement autour d'elle des Fédérations socialistes solidaires de province. Mais sur quel programme cette action se fera-t-elle ? Sur quel programme ce regroupement se fera-t-il ?

En écartant cette question « pour l'instant », en centrant toute son activité vers un congrès de Royan bien hypothétique, les militants révolutionnaires de la Fédération socialiste de la Seine favorisent le jeu des Paul Faure et autres qui veulent leur dispersion.

Nous l'avons dit dans notre lettre. Des militants commencent à le comprendre,

## LE COIN I

### LES CHOMEURS

On parle de moins en moins des chômeurs. Et pourtant leur nombre ne diminue guère. Avec les 45 heures dans la métallurgie, il augmentera vraisemblablement bientôt.

Il n'est plus du tout question de l'augmentation de l'allocation. Au contraire, des menaces de diminution ont pesé sur les chômeurs.

Les stalinien avaient la direction des Comités de chômeurs existants, ils les avaient réduits à des organisations de secours à la manière des groupements de philanthropie bourgeoise... ou d'appuis électoraux. Mais cela était même trop, car des oppositions se manifestaient. Sans tambour ni trompettes, l'Union des Comités de chômeurs a été dissoute et absorbée par l'Union des Syndicats de la Région parisienne. Les permanents de l'Union des chômeurs n'ont certainement pas été mis sur le sable par leurs amis Raynaud et Hénaff, mais les revendications des chômeurs vont maintenant être bien enfouies.

Il faudra reconstituer des Comités de chômeurs qui reprendront la seule politique qui donne des résultats, la lutte révolutionnaire.

Différents camarades étant retenus par d'autres réunions, l'assemblée d'actif n'aura pas lieu vendredi 29 avril.

Les camarades seront convoqués individuellement pour une autre date.

### SARTHE

#### Epilogue

#### d'un drame paysan

On se souvient de la tragédie paysanne dont la ferme des Poruel fut le théâtre.

Les Poruel (la mère et ses deux fils) exploitant une très modeste ferme sur laquelle ils crevaient de faim devaient au fisc... 200 francs. Ils résistèrent à la saisie ordonnée contre eux. Les « serviteurs de la loi » eurent deux morts ; la ferme fut incendiée par la gendarmerie et à travers les flammes, on visa froidement et on abattit à coups de mousqueton la vieille paysanne et l'un de ses fils. L'aîné put prendre la fuite, mais fut capturé peu après.

Conjoncture bien épineuse que le procès de l'aîné des Poruel ! Le gouvernement vient de trouver la solution.

Poruel est fou, et comme tel interné dans un asile d'aliénés.

Quels traitements a-t-il subis et quels traitements subira-t-il ? Chacun comprend qu'il s'agit en fait d'une détention perpétuelle sans jugement, donc sans condamnation.

Et les prétendus défenseurs des paysans se taisent !



## La crise de Socialiste

mais le dernier acte de la Fédération socialiste de la Seine qui a refusé d'admettre jusqu'au congrès de Royan les exclus du congrès de Creil formant les Jeunesses socialistes autonomes, est bien caractéristique.

Un autre fait qui n'est pas moins caractéristique, c'est l'attitude de Ferrat et des gens du groupe « Que Faire ? » qui sont retournés avec Zyromsky à la « vieille maison » en abandonnant la majorité de la Fédération socialiste de la Seine et ont démontré une fois encore leur rôle d'agents stalinien.

Nous traitons dans la revue de ces questions plus amplement, mais le stalinisme n'abandonne rien pour la dislocation du parti socialiste et après le front unique avec Paul Faure, de Ferrat et de Zyromsky, les cercles bien informés posent la question du départ, après Royan, de Zyromski du P.S. et de son adhésion au P.C.

# DU PROLO

## LOIRET

**L'ECURIE EST FAITE POUR LES CHEVAUX, PAS POUR LES HOMMES !**

A Saint-Maurice-sur-Aveyron, près de Montargis, une ferme est la propriété d'un docteur habitant Courbevoie, près Paris.

Dans cette ferme, le garçon de cour, sa femme et leur gosse âgé de quatre ans couchent... à l'écurie.

Malgré la loi de 1931 et le décret du 15 février 1937 qui interdisent « le couchage du personnel dans les locaux servant au logement des animaux ».

## PUY-DE-DOME LE COMTE A BON APPETIT...

Le Comte de Ribens élargit son domaine aux dépens des paysans.

Il utilise la loi bourgeoise que les paysans croyaient faite pour eux...

Au cours de ces dernières années, il a acheté ou fait acheter plusieurs centaines de parcelles au prix de 12 à 15 centimes le mètre carré. Pourquoi donc acheter des lopins minuscules et éloignés les uns des autres ? se demandent les gens.



Tout simplement pour appliquer ensuite à ses intérêts de hobereau la loi républicaine sur le remboursement.

M. le Comte a fait désigner par son régisseur une Commission... l'autorisation au remboursement est accordée par la commune et ces centaines de parcelles éparses et sans valeur permettent au Comte, principal propriétaire, de constituer un grand domaine d'un seul tenant dans les meilleures terres.

Les paysans pauvres se voient relégués sur les côtes incultes.

Qu'attendent-ils pour se grouper et se défendre contre ce vol légal ?

## CONVOCAATION

### GRENOBLE

**PERMANENCE** : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

### LYON

**Permanence** : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1<sup>er</sup>).

## la Fédération de la Seine



Sur le plan de la lutte contre le stalinisme, la Fédération de la Seine a, comme nous l'avons déjà souligné, remplacé la critique marxiste impitoyable nécessaire, par les baisers Lamourette aux dirigeants staliens en des lettres menaçantes.

\*\*\*

Le dernier meeting de la Fédération de la Seine était tout à fait caractéristique ; sa composition ouvrière était importante mais il y avait rassemblement de toutes les oppositions plus des groupes de curieux, l'auditoire n'était pas supérieur à deux mille personnes. Les différents discours furent centrés sur la nécessité de retourner au P.S. qui, d'après Marceau Pivert, démontrerait sa force et sa puissance par la réadmission des exclus ?

Les tares, les défauts du P.S., les trahisons de ses dirigeants sont exposés avec toute la diplomatie nécessaire et le problème du parti posé par D. Guérin ne le fut que comme un pis-aller.

## Leur " désintéressement "

**L'**ASSEMBLEE générale de la Société Générale vient de se tenir.  
L'exercice 1937 est soldé par un bénéfice net de 55 millions 891.749 francs. Joli denier !

Dans le même ordre d'idées :

Gnome et Rhône : bénéfices de 1935 : 17.148.000 francs ; bénéfices de 1936 : 27 millions 648.000 francs.

Bimétal : passe de 227.000 francs de bénéfices en 1935 à 1.244.000 francs en 1936.

Société de Jeumont : passe de 9 millions et demi en 1935 à 13 millions 169.838 fr. en 1936, etc...

Les bénéfices de la Banque d'Etat du Maroc ressortent à plus de 20 millions de francs en 1937.

Ceux de Schwartz-Hautmont à plus de 2 millions, contre une perte de 2 millions en 1936, soit un léger bond de quelques 4 millions !

Sigrand et Cie enregistre modestement 2 millions 27.880 francs. Le dividende passera de 6 à 7 %. Comme on conçoit que le contrôle ouvrier sur les entreprises ne soit pas de leur goût !

### Notez que :

Les Métallurgues du Cercle « LUTTE DE CLASSE » se réunissent vendredi soir en Assemblée générale, 8, rue Legouvé, l'Assemblée d'actif de la Région parisienne est reportée au vendredi suivant.

L'ordre du jour portera sur :

Un rapport du C.C. sur son activité depuis le C.C. national ;

Un rapport politique sur la situation créée par la dissolution de la Fédération Socialiste de la Seine.

Chaque groupe doit être largement représenté.

Le C.C. se réunira samedi soir, à 20 heures précises. Lieu sur convocation individuelle.

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an .....	30 fr.
6 mois .....	15 fr.
3 mois .....	8 fr.

Compte Chèque postal :

BRASCH 1773-07 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués  
L'IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »  
Le Gérant : A. BASTIDE

Les mois qui suivent vont être tout à fait décisifs pour l'expérience des militants de la Fédération socialiste de la Seine, et aussi pour l'expérience des ouvriers révolutionnaires qui entendent ne pas laisser aux staliens et aux réformistes la possibilité de trahir la classe ouvrière.

Dans cette période, notre parti exposera à ces couches ouvrières son opinion, fera avec elles le coude à coude, les aidera à faire l'expérience commune dans les conditions les meilleures pour le développement du mouvement ouvrier ; la reconstitution de son unité réelle, c'est-à-dire l'unité révolutionnaire sur une plateforme de combat efficace. Nous pensons, nous, que c'est la plateforme de la IV<sup>e</sup> Internationale, la Fédération de la Seine ne le pense pas. Nous sommes tout prêts à en discuter avec eux, sans négliger, en attendant cette discussion, le front unique nécessaire contre le patronat et ses agents des bureaucraties stalinienne et réformistes.

## Déclaration au tribunal du camarade Molinier

I) Cette brève déclaration tiendra lieu de ce que l'on nomme défense.

II) JE SUIS INCULPE comme Gérant du journal « La Commune », organe du Parti Communiste Internationaliste (bolchevik-léniniste pour la IV<sup>e</sup> Internationale) auquel j'appartiens.

Les phrases suivantes constituent l'axe de l'accusation :

« — Le P.C.I. appellera les travailleurs à la lutte armée contre les bandes armées de Doriot et la Rocque... »

« — Ce n'est pas par le bulletin de vote qu'elles seront écrasées mais par le plomb... »

**CES PHRASES DECOULENT DES NOTIONS ELEMENTAIRES DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE AUQUEL LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE RESTE FIDELLE.**

III) PROVOCATION AU MEURTRE ?... C'est le système de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est une provocation au meurtre.

Mort de 40 % de l'enfance ouvrière,

Mort de millions d'hommes aux colonies par la famine ou le bombardement de villages, les mitraillages des civilisateurs.

Mort dans les prisons pour la défense du droit de propriété.

Mort d'hommes jeunes par millions pour défendre les profits des classes dirigeantes, sous le voile de la défense d'une Patrie qui n'est pas celle des travailleurs.

Le meurtre est un des moyens du système de domination de cette Société et le produit de la lutte des classes qu'elle engendre.

Nous, trotskystes, déclarons hautement que la fin de ces meurtres ne viendra qu'avec la fin de la lutte des classes par l'écrasement des exploités et de leurs soutiens.

Chaque jour de gagné économisera des millions de vies humaines. C'est pourquoi, nous, trotskystes, nous appelons les ouvriers, les paysans, les soldats et les coloniaux à ne pas laisser s'implanter le fascisme qui est la dernière branche à laquelle la bourgeoisie se rattache. Il suffit de voir la mansuétude avec laquelle sont traités les gens du C.S.A.R. et ceux qui font le trafic d'armes contre les travailleurs.

Et puisque l'acte d'accusation vise une phrase au sujet de DORIOT, JE NOTE ICI QUE LA BOURGEOISIE S'AVERE NE PAS ETRE A UNE SOUILLURE PRES EN UTILISANT DES HOMMES SEMBLABLES.

IV) L'accusation note, avec un caractère de circonstance atténuante, qu'il n'y a PAS EU D'EFFETS à ce qu'elle nomme la provocation. C'est se réjouir trop tôt...

Certes, les valets de la seconde et de la troisième Internationales, flanqués des radicaux assassins traditionnels d'ouvriers, unissent leurs efforts pour faire avorter la lutte des masses vers leur libération.

ET C'EST JUSTEMENT LA QUE COMMENCE NOTRE ROLE A NOUS, PARTISANS D'UNE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE. Nous continuerons notre combat pour entraîner les masses travailleuses des usines, des champs, des casernes, des colonies, afin qu'elles mettent un terme au système de la provocation au meurtre en abolissant le régime capitaliste.

POUR CONCLURE, JE DECLARE ICI-MEME, COMME MILITANT DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, ETRE PLEINEMENT SOLIDAIRE DES ECRITS DU JOURNAL DONT J'ETAIS A CETTE DATE LE GERANT ET ETRE PRET A EN ASSUMER LA COMPLETE RESPONSABILITE.

### Aidez-nous !

**L**ES camarades, malgré nos rappels successifs oublient trop fréquemment que le journal ne peut vivre qu'avec le concours toujours constant de tous ; il ne faut pas qu'un seul jour l'effort se ralentisse ; car de la régularité de leur soutien, souscriptions, vente régulière, abonnements, dépend la vie de « la Commune ». Est-ce qu'il est nécessaire de le rappeler par ces quelques lignes ? Nous le croyons ; que les camarades lecteurs ne jugent pas ce rappel comme une rengaine sans cesse répétée, mais comme une nécessité vitale pour la parution régulière de notre journal, qui vient à nouveau, par le jugement rendu hier par la Justice bourgeoise, d'être frappé.

Cette répression exige un redoublement d'activité de notre part.

Sans tarder, envoyez-nous votre souscription au compte postal : Brasch 1773-07, Paris.

# LA PREPARATION DE LA PROCHAINE BATAILLE

Une conférence des métallos préparée par le cercle lutte de classe

**C**HEZ Gnome et Rhone, les 45 heures ont été appliquées dès cette semaine dans certains ateliers. On y fera même de la récupération le samedi. La sentence Jacomet commence donc à jouer contre les 40 heures.

La sentence Giraud joue également chez Citroën et dans beaucoup d'entreprises, il n'y a aucune augmentation de salaires.

Enfin, la discussion de la convention collective traîne. Les métallos sont toujours ignorants des débats ; le communiqué du syndicat ouvrier laisse entrevoir des résistances patronales, mais ne dit pas lesquelles. (Il est vrai que les métallos de l'aviation savent que leur convention collective est signée, mais ils ignorent ce qu'elle contient).



La défaite des métallos est bien nette et la tactique des patrons et du gouvernement apparaît assez clairement : faire traîner la discussion de la convention collective jusqu'après le 3 mai, parution des décrets-lois sur le statut de la grève. A ce moment, pèsera sur les métallos non seulement le poids de la défaite subie mais aussi des dispositions qui se mijotent à l'heure actuelle à l'Hôtel Matignon.

Les dirigeants syndicaux, les stalinien Croizat, Doury, Timbault, Costes, et le réformiste Roy élèvent des protestations pleurnichardes. Ils font envoyer à la Présidence du Conseil des délégations d'usines, interventions qui pourraient avoir une portée, si elles venaient comme prélude d'un mouvement puissant, mais qui seront inefficaces à la suite de la défaite. En réalité, les dirigeants syndicaux, stalinien comme réformistes, qui sont responsables de cette défaite, ayant engagé la lutte dans des conditions défavorables, et l'ayant menée de façon catastrophique, cherchent par ces plaintes et par l'envoi de ces délégations, à se créer un alibi.

Les métallos ne seront pas dupes de leur attitude double. On ne peut à la fois combattre le patronat et le servir. Ceux qui se targuent d'avoir fait chasser, par le patronat, deux ouvriers à « la Lorraine » à Argenteuil, parce qu'ils s'opposaient à l'acceptation de conditions de capitulation, ne peuvent en même temps défendre les intérêts des ouvriers. Entre la bourgeoisie et le prolétariat, les intérêts sont inconciliables. C'est le rapport des forces qui détermine, actuellement, le degré d'exploitation du prolétariat.

Bien entendu, le patronat n'est guère reconnaissant envers ceux qui lui ont permis de triompher. Le patronat pousse activement à la création d'organisations fascistes dans les entreprises. Chez Citroën-Michelin, l'action est menée avec une vigueur très accentuée. Le danger pour les métallos est très grand.

Les militants révolutionnaires qui, ouvertement marquent le coup, cherchent à remonter le courant et à préparer les prochaines batailles.

Dans ce sens, nous saluons l'idée du cercle « Lutte de classes » de convoquer une conférence des métallos. Cette initiative est dans le même esprit qui nous anima, il y a plusieurs mois après la grève des H.C.R.B.,

puis lors de la création d'un Comité pour un Congrès des entreprises, et récemment encore au début de la grève des métallos. Nous soutiendrons très chaleureusement la préparation et la tenue d'une conférence des métallos. Nous nous efforcerons d'en assurer le succès numérique. Nous nous efforcerons aussi d'en faire sortir des positions claires.

En premier lieu, nous croyons qu'il n'y a pas seulement aujourd'hui une équivoque dans la formule « indépendance du syndicalisme », il y a un danger énorme. Jusqu'à présent, elle avait surtout servi, dans les syndicats, dans la C.G.T., aux tendances réformistes, contre les idées révolutionnaires. Aujourd'hui, elle est exploitée contre les syndicats de la C.G.T. par les syndicats professionnels et par les formations fascistes se constituant sur la base corporative.

« Indépendance du syndicalisme », « pas de politique » ? Allons donc, tout le monde suit une certaine politique dans les syndicats : Jouhaux, Frachon, Croizat, Roy..., suivent une politique favorable au patronat ; les métallos communistes internationalistes une politique bolchevique ; Galopin, une politique de classes entravée par des illusions envers les dirigeants de la C.G.T.

La formule « indépendance du syndicalisme » ne servira nullement à donner à la C.G.T. une orientation de classes, elle sera exploitée par les fascistes contre l'organisation syndicale autonome du prolétariat.

Le second point que nous tenons à souligner, c'est l'impossibilité de réduire la lutte, contre le réformisme et le stalinisme dans la C.G.T. dans le cadre d'un cercle d'éducation. Il est évident que la constitution d'une tendance révolutionnaire présente des difficultés. Nous ne croyons pas, quant à nous, que les plus grosses difficultés soient dans les dangers d'exclusion. Les

exclusions, les dirigeants y recourent, avec ou sans tendance, avec ou sans cercle d'éducation, contre ceux qui menaceront leurs positions. Les difficultés principales résident, selon nous, dans l'hétérogénéité des oppositions. Il n'y a pas d'autres possibilités que l'établissement d'un programme minimum de revendications dans la C.G.T., programme en dehors duquel chacun conservera sa liberté totale.

Enfin, une question primordiale se pose : Comment mener les prochaines batailles ? Laissera-t-on les bonzes, au nom de leur toute puissance « responsable » priver les ouvriers de la démocratie, des liaisons nécessaires, du droit de mener leurs luttes, de définir leurs objectifs et leurs moyens ?

Nous ne contestons nullement le rôle des sections syndicales, du syndicat pour la défense des revendications corporatives. Mais les luttes d'aujourd'hui dépassent le cadre des revendications professionnelles. Elles posent la question du pouvoir. Il s'agit en réalité, dans les luttes, de créer en face du pouvoir bourgeois les éléments du pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire les Conseils d'usines, les Soviets. Ils ne peuvent pas naître ailleurs que dans les luttes ouvrières pour le contrôle ouvrier ni grandir sans elles. C'est pourquoi nous croyons que la conférence des métallos devra envisager cette question, afin que dans les prochaines batailles les opposants ne soient pas isolés par usines et ligottés dans la cage bureaucratique, mais puissent donner à leurs camarades de travail un instrument de lutte et de victoire.

## NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

## Les travailleurs indigènes contre leur « mere-patrie »

(Suite de la page 1)

La vérité est que les « services extérieurs » des différents impérialismes — y compris l'impérialisme français — organisent, recrutent, entretiennent leurs agents et trament un enchevêtrement compliqué de combinaisons et d'intrigues.

La vérité est que, sournoises ou ouvertes, ces complicités ont pour objet la possession des colonies, l'exploitation féroce des travailleurs indigènes sur le sol qui leur a été spolié au profit des grands colons et de l'administration, leur recrutement comme chair à travail et comme chair à massacre. C'est cette exploitation inouïe dont elles sont l'objet qui soulève et soulèvera par vagues de plus en plus puissantes les masses coloniales, dont l'apaisement ne peut venir que de la réalisation de leur indépendance de classe, dans une Fédération soviétique nord-africaine.

Sur ce chemin, différentes étapes !

Au premier plan, l'organisation et l'action revendicative pour arracher au grand

patronat colonial et métropolitain les mesures économiques et politiques qui leur sont encore refusées : augmentation des salaires, droit d'organisation, abolition du code odieux de l'indigénat.

Une telle action et un tel but devront être poursuivis en liaison directe avec la défense de classe des indigènes de la métropole, et avec l'appui conscient et soutenu du prolétariat et des paysans pauvres de ce pays.

Dans ces conditions, le soutien de la lutte contre l'impérialisme français aux colonies revêt un caractère progressif et nécessaire que le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (au temps de Lénine et de Trotsky) avait clairement souligné. Cet enseignement fut mis en application par le Parti Communiste (S.F.I.C.) pendant la guerre du Rif et comportait le soutien du mouvement d'indépendance du Maroc dont Abd-el-Krim avait pris la tête !